

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/115
13 septembre 2003

(03-4907)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

SIERRA LEONE

Déclaration de S.E. M. Kadi Sesay
Ministre du commerce et de l'industrie

Je vous remercie, Monsieur le Président, et je remercie votre gouvernement qui a accueilli cette Conférence ministérielle, pour votre hospitalité et votre excellente organisation.

La Sierra Leone espère que ces délibérations auront une issue heureuse en faisant naître un esprit de coopération et de recherche de l'intérêt mutuel et des avantages mutuels tant des pays développés que des pays en développement.

La Sierra Leone et d'autres pays en développement participent au système commercial multilatéral dans l'espoir que la mondialisation conduira à notre développement économique et que les retombées positives du commerce profiteront à beaucoup de gens dans nos pays, permettant ainsi de réduire la pauvreté. Nous sommes intéressés par un système qui rendra nos peuples plus riches et non pas plus pauvres.

Mais depuis l'Accord du Cycle d'Uruguay, le tournant tant espéré dans le développement économique de nombreux pays en développement ne s'est pas produit. Les avantages annoncés se sont avérés bien inférieurs aux attentes. L'investissement étranger direct dans les PMA a été négligeable. De même, les gains en termes d'accélération de la croissance, d'augmentation de l'emploi et de réduction des niveaux de pauvreté sont loin d'avoir été satisfaisants.

Il y a presque deux ans à Doha, nous avons lancé les négociations commerciales du Cycle de développement de Doha et le Programme de travail de Doha dans lequel nous avons vu des éléments qui pourraient conduire à un nouveau départ dans la solution des problèmes qui intéressent plus particulièrement les pays en développement.

Malheureusement, l'aspect "développement" envisagé dans le Programme de travail de Doha n'a pas été à la hauteur de nos attentes. Lorsqu'elle regarde les progrès accomplis jusqu'ici, ma délégation ne peut que se joindre à d'autres pour dire notre mécontentement devant le fait que, bien que nous ayons relevé le défi et entrepris de réformer nos économies pour tenir compte des impératifs et des principes de la mondialisation, nous voyons que les choses n'ont toujours pas avancé sur les problèmes de l'accès aux marchés, des contraintes pesant sur l'offre intérieure, du financement, et de l'assistance technique nécessaire pour que les pays en développement puissent toucher les bénéfices de la mondialisation.

Des progrès sur les questions de l'accès aux marchés pour nos produits agricoles par la suppression des subventions internes et des subventions à l'exportation versées par les pays développés, et du renforcement de notre capacité de production dans les secteurs agricole et industriel sont importants pour la population de la Sierra Leone.

Ce pays a traversé des moments très difficiles pour mettre fin à onze ans de guerre avec les rebelles et a suivi d'innombrables pertes humaines et matérielles. La guerre a eu aussi un effet débilant sur les activités économiques et sociales. Mais la paix a maintenant été restaurée et des élections démocratiques pacifiques ont eu lieu. La Sierra Leone progresse désormais à grands pas dans la consolidation de la paix et mène des politiques axées sur la remise en état et la reconstruction des infrastructures, la réintégration des anciens combattants et la réinstallation des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Nous avons mis en œuvre avec succès des mesures prescriptives de redressement économique qui ont permis d'arriver à un taux de croissance économique de 7 pour cent, un taux d'inflation de 2 pour cent et une monnaie stable.

Toutefois, bien que la Sierra Leone ait fait d'énormes progrès sur les plans politique et macro-économique en l'espace de moins de deux ans, le pays reste confronté à des problèmes d'après-guerre particulièrement lourds de conséquences pour le commerce: il nous faut reconstruire l'infrastructure dévastée et renforcer les capacités humaines et les capacités de production qui nous permettront de tirer profit des possibilités accrues d'accès aux marchés devant conduire à l'intégration de notre pays dans le système commercial multilatéral. Et, à cet égard, je voudrais dire tout spécialement notre gratitude pour les initiatives positives de renforcement des capacités en faveur de la Sierra Leone qui sont actuellement étudiées par diverses organisations dont l'OMC, l'ONUDI, le Secrétariat du Commonwealth, l'Union européenne et le CCI.

L'engagement des pays développés d'éliminer les distorsions causées dans l'agriculture mondiale par leurs politiques de subventions à l'exportation et de subventions internes est la solution dont on a besoin pour régler les divergences entre les pays en développement et nos alliés développés. Le haut niveau de protection dont jouit l'agriculture des pays développés a fortement érodé la capacité de nos agriculteurs de soutenir la concurrence à armes égales.

Cela revient implicitement à dénier des possibilités d'accès aux marchés pour les produits agricoles des pays en développement, ce qui rend l'application d'un traitement spécial et différencié à l'agriculture de ces pays impérative. En ce qui concerne la Sierra Leone, ce traitement spécial et différencié est nécessaire pour nous permettre de rattraper notre retard par rapport aux autres pays, car nous venons juste de sortir de onze années de guerre. Le démantèlement des obstacles au commerce des produits agricoles est par conséquent la clé pour résoudre le problème qui a sapé la capacité des pays africains de soutenir la concurrence et entraîné une érosion de notre aptitude à apporter une valeur ajoutée à nos matières premières.

L'agriculture a une très grande importance pour le développement de la Sierra Leone. Près de 70 pour cent de la population travaille dans ce secteur. Le revenu provenant de notre production de produits agricoles et tropicaux est primordial pour l'épargne nationale et, par contrecoup, pour la croissance industrielle. Il est donc nécessaire de supprimer les déséquilibres du système actuel. Aussi ma délégation accueille-t-elle avec satisfaction les annonces positives et les gestes faits par certains de nos principaux partenaires pour le développement en faveur d'une suppression des subventions internes et à l'exportation.

Nous sommes déçus par l'apparente absence de progrès dans des domaines tels que le transfert de technologie, le commerce, la dette et les finances. Ce sont là des questions extrêmement importantes pour les pays en développement.

La Sierra Leone, comme beaucoup d'autres pays moins avancés, continue à connaître de graves problèmes de dette extérieure. Il nous faut mobiliser le financement nécessaire pour soutenir notre développement d'après-guerre et pour réduire la pauvreté afin d'être à même d'atteindre les objectifs de développement pour le millénaire. Les problèmes financiers actuellement rencontrés par de nombreux pays africains peuvent être attribués aux difficultés d'accès aux marchés, à la baisse des cours mondiaux des produits de base, à la lenteur de l'industrialisation des économies africaines due

aux déséquilibres du système commercial multilatéral, aux problèmes de transfert de technologie et au fossé numérique.

En dépit des nombreuses initiatives prises dans le domaine de la dette, la Sierra Leone, comme beaucoup d'autres pays, n'a pas réussi à sortir du piège de l'endettement.

Aussi pensons-nous qu'il faudrait adopter une approche holistique pour s'attaquer à ces problèmes. Nous souhaiterions que l'OMC, la Banque mondiale et le FMI unissent leurs efforts pour se pencher sur les politiques économiques mondiales et sur la nécessité d'intégrer le commerce dans notre processus de développement.

À Doha, nous avons exprimé des réserves concernant l'inclusion des "questions de Singapour" dans le Programme de travail de l'OMC et dans le cycle de négociations actuel. Il avait été argué que ces questions demandaient à être encore clarifiées et que toute décision concernant l'ouverture de négociations à leur sujet nécessiterait un consensus explicite quant à leurs modalités d'examen à cette Conférence ministérielle. Il est clair qu'il subsiste d'importantes divergences de vues entre les Membres sur de nombreux éléments. Dans ces conditions, nous continuons à prendre acte du fait qu'il existe un désir que cet aspect soit abordé, mais à un moment plus approprié et quand la question aura été davantage clarifiée. En attendant, nous nous joindrons à d'autres délégations pour élaborer un cadre pour les négociations futures.

Ce que nous souhaitons obtenir au cours de cette session, c'est la mise en place d'un système commercial multilatéral qui ne soit pas seulement "pour la croissance" mais aussi "pour les pauvres" et qui mette l'accent sur la réduction de la pauvreté. Nous souhaitons continuer à travailler au sein d'une OMC qui soit transparente et qui ne laisse personne sur le bord du chemin; une OMC qui assure de manière effective le respect des droits et des obligations de tous les Membres - riches et pauvres.

La Sierra Leone souhaite que les bénéfices de la mondialisation et de la libéralisation profitent à la majorité de ses citoyens, de manière à réduire la pauvreté et à aider à consolider la paix dont nous jouissons maintenant. Nous voudrions que soit mis en place un système efficace conduisant à ouvrir un accès aux marchés pour nos produits.

Pour que ses produits puissent soutenir la concurrence, la Sierra Leone a besoin d'un renforcement de ses capacités tant sur le plan de reconstruction des infrastructures que sur celui du développement des ressources humaines.

Bien que nous ayons fait part de notre déception concernant l'absence de progrès accomplis dans certains domaines extrêmement importants pour les pays en développement, nous sommes convaincus que les orientations politiques décisives prises au cours de cette Conférence ministérielle permettront de faire avancer véritablement les choses. À cet égard, nous accueillons favorablement la récente décision sur les ADPIC et la santé publique qui permettra aux pays pauvres de se procurer des médicaments génériques peu coûteux pour lutter contre le VIH/SIDA, le paludisme, la tuberculose et d'autres maladies. Nous espérons que le système qui est mis en place répondra aux besoins urgents et légitimes de nos populations et ne sera pas étouffé par des lourdeurs bureaucratiques.

Nous appuyons fermement l'initiative des pays africains concernant les subventions sur le coton et la stabilisation des prix de produits de base.

M. le Président, ma délégation est convaincue que sous votre direction éclairée, le Programme de travail pour le développement restera au centre des préoccupations et, que d'ici la fin de cette cinquième Conférence ministérielle de l'OMC, nous aurons trouvé ensemble des solutions tangibles à certaines de ces questions litigieuses.